



TRIBUNE

journal de la FFE

juillet 2004



Besoin d'Europe, besoin d'espoir

L'édito de Pierre-Yves Le Borgn'

Les élections européennes du 13 juin ont été marquées par une nouvelle sanction à l'égard du gouvernement Raffarin. Avec 17% des suffrages, l'ex-parti unique de la droite est désormais talonné par l'UDF. Quelque deux ans après les élections présidentielles, l'UMP n'est guère plus que l'incarnation d'un RPR dont seul le nom aurait changé. Les "courants d'idées" annoncés sont la reconstitution des partis d'antan. L'union de la droite a fait long feu. Il est choquant de voir le mépris affiché par Jacques Chirac à l'égard de cette double sanction du printemps. Sans doute faut-il n'avoir aucune perspective pour ne pas changer une équipe qui perd.

Le défi pour le Parti Socialiste est aujourd'hui d'offrir une alternative qui ne soit pas un choix par défaut. Recueillant 29% à une élection traditionnellement marquée par l'éclatement des voix, le PS a su porter le désir de sanction des Français et leur permettre aussi d'affirmer un choix fort : celui de l'Europe sociale. Il nous faut maintenant travailler à notre projet.

Une Commission Nationale du Projet sera mise en place au début juillet. La FFE y sera représentée. Elle travaillera jusqu'à la présentation d'un texte final au vote militant en décembre 2005. En parallèle, nous devons aussi construire

l'unité de la gauche pour que chacun prenne demain sa pleine part de l'alternance.

Le niveau d'abstention aux élections européennes révèle partout une profonde crise de la représentation politique. Premier parti de France, première délégation au sein du groupe socialiste au Parlement Européen, la responsabilité du PS est immense pour transformer profondément la société et bâtir une Europe solidaire. La société a besoin de protection. Plus de social, c'est plus d'Europe. Et l'Europe, c'est donc l'espoir.

Pierre-Yves Le Borgn'
Premier Secrétaire Fédéral

Convention fédérale

Lundi 30 et mardi 31 août 2004

Lundi 30 août

8h30 : petit-déjeuner dans la cour Pierre-Bérégovoy

9h30 : débats statutaires (rapports moral et financier, votes du quitus, présentation du budget 2005)

12h30 : déjeuner

14h30 : débat sur l'altermondialisation, avec la participation de Kader Arif, Pascal Lamy, et de représentants d'ATTAC

Mardi 31 août

9h : débat de politique générale avec François Hollande

12h30 : déjeuner

14h30 : Notre projet pour les Français à l'étranger (enseignement, décentralisation, fiscalité, réforme du CSFE)

16h30 : conclusions du Premier Secrétaire Fédéral et clôture des travaux.

SOMMAIRE

- p. 1 : Edito
Convention fédérale
- p. 2 : Rencontre avec François Hollande
Partenariats inter-partis
- p. 3 : Débattre du travail au sein de la FFE
Les sections d'Europe
- p. 4 : Bamako reçoit
Forum FFE
- p. 5 : Congrès PSE
Constitution européenne
- p. 6 : Afrique et mondialisation
- p. 7 : Société : Laïcité - Parité
- p. 8 : Sections

Rencontre avec François Hollande

Dans le cadre du congrès du PSE qui s'est tenu à Bruxelles les 23 et 24 avril derniers, un rendez-vous a été organisé entre François Hollande et le bureau fédéral de la FFE, ainsi que la section de Belgique.

En fin de journée ce 23 avril, juste avant l'apéro qui allait réunir tous les participants dans la salle Rococo du Concert Noble, François Hollande a consacré 45 minutes de son temps et parcouru quelques centaines de mètres dans les couloirs du Parlement européen pour aller à la rencontre des militants de la section de Belgique. Étaient présents une quarantaine de militants de la section, mais aussi de la FFE. Le Bureau fédéral était fixé, en effet, à Bruxelles, les jours suivants, l'idée étant de rassembler les lieux et dates de réunions pour permettre aux camarades de la FFE d'assister également au Congrès du PSE.

Pour la section de Belgique, c'était l'occasion de mettre un visage sur une adresse E-mail, que l'on côtoie virtuellement sur le Forum-FFE. La rencontre

avec François Hollande, si elle était sollicitée, n'était pas confirmée et donc annoncée seulement le jour même et nous a fait d'autant plus plaisir. Pierre-Yves Le Borgn' et Catherine Dib ont tout d'abord présenté la FFE et la section de Belgique.

François Hollande a commenté le Congrès du PS, déplorant son envergure modeste (absence de nombreux leaders nationaux, peu de militants). Il a souligné aussi le soutien du PS français à la candidature de P. Rasmussen au poste de Président de PSE, dont les visions pour le futur du PSE sont différentes de celles d'Amato, puisqu'il soutient un projet de "parti de militants".

Puis le Premier secrétaire s'est adressé à la section de Belgique, en précisant ses attentes :

- Une expertise sur les questions européennes, qui est tout naturellement l'un de nos domaines de prédilection. François Hollande a souligné que la section, par sa motion "Pour une Europe sociale et solidaire", assez proche du texte final du PS, a fait en quelque sorte acte de "pionnier européen".

- Il a rappelé l'importance des bonnes relations avec le PS belge ("les plus fidèles alliés du PS français"), sur le plan militant, tout d'abord. Dans le cadre de la campagne pour les européennes, un meeting commun avec Elio Di Rupo est prévu. Jack Lang, de son côté, sera présent à Bruxelles pour le lancement de la campagne du PS belge.

Sur le plan théorique également, il nous a encouragés à poursuivre notre réflexion alimentée par la rencontre avec différentes personnalités et des experts belges. Relevant l'exemple du groupe de travail sur le financement de l'assurance maladie, prévu pour une date très proche, François Hollande s'est félicité que la section de Belgique ne limite pas ses thèmes à la problématique européenne.

François Hollande a annoncé que la campagne des socialistes pour les européennes serait lancée officiellement le 9 mai: l'enthousiasme des militants sera un élément clé dans cette campagne très courte... disait-il. Message bien reçu !

Catherine Dib
Secrétaire de la section de Belgique

Partenariats inter-partis

● **La section PS de Suède**, après un an de contacts réguliers avec le Parti social démocrate suédois (SAP), a décidé d'approfondir la relation entre les deux organisations en créant une entité politique en son sein. Une "**Association française du SAP**" a été constituée le 19 décembre 2003 au sein de la section communale de la ville de Stockholm.

L'Association du SAP et la section PS de Suède fonctionnent de manière confondue, avec des réunions conjointes, afin d'assurer une parfaite synergie entre elles. Le développement de ces organisations augmente la charge de travail de ses membres, ainsi que les dépenses puisqu'il faut régler deux cotisations.

Une expérience enrichissante, qui permet la compréhension de la culture politique locale, et ainsi une action militante qui se situe dans le cadre de la dynamique politique de l'Union Européenne. (tous les détails sur le site de la ffe)

● **La section de Lisbonne de la FFE** a mis en place au mois de mai une coopération institutionnalisée avec la fédération de Lisbonne du PS portugais (FAUL). Comme celle mise en place par la section de Suède avec le SAP, il s'agit d'initiatives exemplaires de développement, représentatives de la citoyenneté européenne.

● Un jumelage vient d'autre part d'être scellé entre la FAUL et la Fédération de Paris du PS et l'Union des Elus Socialistes et Républicains de la capitale, le but étant notamment d'échanger idées et expériences sur la gestion de la ville.

● Comme le SPD de Berlin est déjà jumelé avec la Fédération de Paris du PS, l'Europe commence à être quadrillée de relations tissées par des sections de la FFE. Un progrès pour tout le monde !

Débattre du travail au sein de la FFE

Débattre du travail n'est pas tâche aisée tant le sujet est complexe. Le débat lancé au printemps sur le forum de la FFE a été nourri de nombreuses contributions, tant collectives qu'individuelles, émanant aussi bien de camarades vivant en Afrique qu'en Europe. Grâce à la diversité des éclairages apportés, la FFE a formulé les propositions suivantes :

1. Créer un Pacte de Stabilité pour l'Emploi (PSE) pour l'Europe

A l'instar du Pacte de Croissance et de Stabilité (PSC), ce pacte scellerait la volonté des états européens en matière d'emploi. A l'instar du PSC, il fixerait des objectifs en terme de résultats et pas seulement de moyens. Le PSE s'engagera sur la fixation d'un salaire minimum déterminé selon un pourcentage du salaire médian.

2. Exiger qu'au sein de l'Europe, tout travail soit associé à une protection sociale, ce qui permettra de lutter

contre le dumping social et contre la mise en concurrence des marchés du travail européens

L'objectif de compétitivité, défini par le sommet de Lisbonne de 2000, induit une mise en concurrence au sein de l'Union Européenne. C'est ainsi que le Royaume Uni autorise l'embauche de salariés, rémunérés au salaire minimum, pour une durée hebdomadaire de 15 heures ou moins, sans que l'employeur ait à s'acquitter d'aucune cotisation (équivalente à nos cotisations sociale et patronale).

Le Parti Socialiste français proposera à ses partenaires européens que tout travail soit associé à un minimum de protection sociale (i.e. droit à retraite, droit à couverture sociale, droit à assurance chômage).

3. Refuser la logique du "plus de flexibilité et de précarité", qui, certes crée des emplois, mais des emplois "bradés"

Cité en exemple, le Royaume Uni a fait reculer son chômage de 10,2% en 1993 à 5% en 2003, au prix d'une détérioration

des conditions d'emploi : 25% des contrats temporaires ne donnent pas droit à des congés maladie, 70% des contrats temporaires n'offrent qu'un accès réduit aux plans de retraite. Il est clair que la flexibilité a favorisé le recul du chômage dans le contexte britannique. Mais est-ce vraiment une solution acceptable pour les socialistes ?

4. Réaffirmer l'importance de la dépense publique dans la lutte contre le chômage et optimiser cette dépense

Nous avons observé plusieurs cas (Belgique, Pays-Bas) pour lesquels le recul du chômage a été corrélé avec une dépense publique significative et soutenue.

Dans cette optique, la FFE invite le Parti Socialiste à engager une évaluation précise des politiques de l'emploi (par secteurs, par niveaux de salaire) pour optimiser la dépense publique.

Valérie Rabault
BF, responsable du secteur économie

Européennes, les sections d'Europe !

Quelles sont les relations des sections PS d'Europe avec les partis socialistes ou sociaux-démocrates locaux ? C'est pour faire un état des lieux que la section de Suède, en coopération avec le BF, a envoyé un questionnaire aux sections et militants résidant en Europe.

Les questions portaient sur l'intérêt que les militants de la FFE avaient pour la politique locale, sur les rapports entre les militants et les partis socialistes ou sociaux-démocrates locaux, et sur les rapports entre les sections constituées de la FFE et ces mêmes partis.

La section de Suède a reçu les réponses de 16 sections ainsi que de neuf militants isolés, qui témoignent d'un foisonnement d'idées et de multiples initiatives.

Première constatation : la plupart des militants européens de la FFE s'intéressent à la politique locale, par souci d'intégration ou par intérêt professionnel. Cela se traduit par la place accordée, dans les réunions de nombreuses sections, à des débats sur la politique locale, et par la participation aux votes lors des élections locales.

Les sections de la FFE sont par ailleurs actives au moment des campagnes électorales, en distribuant des tracts ou étant présent sur les stands. Enfin, certains membres de la FFE militent aussi dans les partis socialistes ou sociaux-démocrates locaux ; ce double militantisme étant limité par des considérations de temps et de culture (conceptions différentes de la politique, etc.) et par la contrainte d'une double cotisation.

Certains militants sont même devenus des élus du parti local.

D'autre part, certaines sections prennent des initiatives pour dynamiser leurs relations avec les partis frères socialistes ou sociaux-démocrates présents localement.

Conclusion de la section de Suède ? Les sections européennes de la FFE sont convaincues de faire un travail pionnier dans le cadre du PSE, et sont désireuses de partager leur expérience avec les instances nationales du PS. Il lui appartient de soutenir le dynamisme actuel des sections de la FFE dans le cadre de la construction européenne.

L'analyse intégrale des réponses aux questionnaires est sur le site internet de la FFE.

La section de Bamako reçoit

La section de Bamako, forte de sa quarantaine de membres, a été honorée de plusieurs visites officielles. Après Manuel Vals, Claude Girault, Richard Yung, ce fut au tour de Pierre-Yves Le Borgn', notre Premier Secrétaire fédéral, d'affronter les 40 ° pour nous rencontrer.

Le 13 mars au matin, en provenance de Dakar, Pierre-Yves est arrivé à Bamako. Déjeuner privé, puis rencontre avec toute la section à mon domicile.

Pierre-Yves a commencé par un exposé clair sur la vie du Parti, de la Fédération et sur ses objectifs. Il a entre autres souligné que le rôle des Français de l'étranger, dont le poids électoral n'est peut-être pas important numériquement, est à revaloriser en prêtant une attention plus grande à leurs préoccupations. Le débat qui a suivi a été ouvert et franc.

Diverses questions ont été abordées :

- ▶ "discrétion" de la Francophonie dans ses actions en direction des Français de l'étranger. Certains militants ont par exemple regretté que cette institution n'ait pas une politique boursière définie à l'endroit des étudiants français venant de l'étranger ;
- ▶ coût de la scolarité dans les écoles

françaises; difficultés rencontrées par les familles à revenus "intermédiaires" ;

- ▶ diminution des allocations de solidarité et suppression des allocations à durée déterminée ;
- ▶ importance de l'enseignement professionnel pour les élèves français qui rencontrent des difficultés au collège ou au lycée ;
- ▶ nécessité de parvenir à une prise en charge par l'État de ceux qui, sur place, pourraient être orientés vers des structures de ce type.

La loi sur la laïcité a donné lieu aussi à un échange de propos qui a révélé qu'elle avait été diversement perçue, puisqu'elle a été surtout appelée la loi sur le "voile"- "Présidentielle 2007" a été aussi un point de discussion...

Avant de conclure, notre Premier Fédéral a tenu à nous dire combien cette rencon-

tre avait été importante pour lui. Il venait pour la première fois en Afrique et la vie de sections si lointaines était pour lui une découverte enrichissante.

Nous avons continué la soirée par un dîner où chacun avait tenu à apporter "quelque chose"...et tous les "quelque chose" étaient très bons ! Les conversations se sont poursuivies par petits groupes avec lesquels Pierre-Yves s'est entretenu jusqu'à une heure avancée. Tout s'est déroulé dans une atmosphère très sympathique.

Nos militants ont été honorés et touchés par cette nouvelle visite. Nous en remercions Pierre-Yves.

Au point où nous en sommes... à quand maintenant celle du Secrétaire national ?

Marie-Hélène Beye
Secrétaire de la section du Mali

AU FIL DU FORUM FFE

Notre forum compte 327 inscrits. Ce premier trimestre 2004, il y eut 233 messages en janvier, 189 en février, 233 en mars et 161 en avril. On a parlé...

☺... UN PEU :

De l'Afrique, des groupes armés et de la déstabilisation qu'ils engendrent et de la Côte d'Ivoire,
De TV5 et de l'absence de programmes à destination du public d'Extrême-orient,
Du congrès du PS,
De Juppé : futur ambassadeur de France aux USA ?,
Du travail,
De l'école et de la révision des programmes.

♣... BEAUCOUP :

De l'élargissement et de la chance qu'il représente pour les pays de l'Est, mais aussi des défis énormes qu'il représente....on se

garde bien de "l'eurobéatitude",

Des régionales : de leur préparation pour s'en inquiéter et débattre d'une stratégie à adopter contre le FN ; du succès de la Gauche pour s'en réjouir mais aussi pour pointer la nécessité d'élaborer "un programme de gouvernement axé principalement sur le social, l'éducation et l'emploi" avec nos partenaires.

☺... PASSIONNÉMENT :

De la laïcité et du voile,
Du Mur et de la situation israélo-palestinienne,
De la Turquie et de sa vocation à entrer dans l'UE : la fracture entre les pour et les contre

est patente même au sein de la FFE.

☺☺... À LA FOLIE :

Du PACS, du mariage en général et de celui entre personnes du même sexe en particulier, il y a les carrément favorables, les oui-mais et ceux qui ne disent rien et qui y réfléchissent.

☹... PAS DU TOUT :

de l'Irak..

Danièle Seignot
BF, responsable du secteur
vie des sections

*Pour s'inscrire sur la liste de discussion forum-ffe, envoyer un mail à :
forum-ffe-subscribe@yahoogroupes.fr
ou : dseignot@yahoo.fr*

Congrès du PSE

Ce 24 avril, c'est dans la salle de réunion quelque peu surannée de l'Hôtel Métropole à Bruxelles que nous tenons le Congrès du PSE (Parti Socialiste Européen). J'ai l'honneur de faire parti de la délégation du PS Français (25 membres). Le climat y est particulier : les délégués se pressent dans les travées, des conciliabules en 12 langues se tiennent dans tous les coins, personne n'écoute l'orateur du moment. Cela fait penser à ce que pouvaient être les Congrès de l'Internationale Socialiste au début du siècle, quand Ker Hardie, Jean Jaurès, débattaient de la meilleure manière d'empêcher la guerre.

Le Congrès était présidé par Robin Cook, Président sortant. Peu de leaders nationaux, à l'exception de François Hollande, avaient fait le déplacement.

Le Congrès a d'abord admis des partis sociaux-démocrates des nouveaux pays membres de l'Union Européenne : Tchéquie, Estonie, Hongrie, Lituanie,

Malte, Pologne et Slovaquie.

Il a procédé au toilettage des statuts, a créé un groupe de travail pour étudier une réforme plus substantielle de ces statuts, demandée par le PS français. Harlem Désir a développé ces points sur lesquels il y a un accord au sein du PS :

- ☛ Règle de la majorité simple ou, le cas échéant, pondérée pour les votes.
- ☛ Tenue régulière de congrès d'orientation sur les questions politiques préparées par des contributions débattues nationalement.
- ☛ Instauration d'un Conseil du PSE qui deviendrait une instance politique permanente.

Le manifeste pour l'élection électorale de juin a été adopté à l'unanimité moins quelques abstentions françaises.

Nous avons ensuite procédé à l'élection du nouveau Président du PSE. Pour la première fois, deux candidats s'étaient déclarés : Poul Rasmussen et Giuliano Amato. Poul Rasmussen, pour lequel le

PS français a voté, a été élu avec 163 voix contre 157 à Giuliano Amato qui devient Premier Vice Président.

Dans son discours, Poul Rasmussen a souligné la nécessité d'être près de nos électeurs et de répondre à leurs préoccupations qui sont : emploi, sécurité et protection sociale.

Il a souligné qu'ensemble nous étions 2,5 millions d'adhérents et donc une grande force politique, mais que nous étions beaucoup moins actifs que les partis de droite qui s'entraident et se soutiennent mutuellement.

Il a pris position contre la dernière proposition de Sharon concernant la bande de Gaza et a plaidé pour une politique ambitieuse et forte de l'Union Européenne vis à vis du monde arabe.

Le Congrès a également adopté deux résolutions sur le Moyen Orient et sur le terrorisme.

Richard Yung

La Constitution européenne : mode d'emploi

Le Conseil européen de Bruxelles vient d'adopter le texte du traité constitutionnel devant doter l'Union d'une constitution. Les militants du PS seront appelés à donner leur avis sur ce texte.

Le mandat confié par le Conseil Européen de Laeken à la Convention sur l'avenir de l'Europe en décembre 2001 était à la fois de simplifier les Traités européens pour les rendre plus accessibles aux citoyens, et de les adapter à la situation nouvelle d'une Union à 25. Les règles mises en place pour une Communauté de six Etats membres il y a près de cinquante ans conduisaient en effet à la paralysie probable de l'Union élargie. Pour l'essentiel, la Constitution adoptée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement à Bruxelles le 18 juin reprend le projet présenté par la Convention en juillet 2003. Les avancées institutionnelles sont les suivantes :

☛ Un Président du Conseil européen sera élu à la majorité qualifiée pour deux ans et demi, renouvelable une fois. Il aura en charge l'animation des travaux du Conseil et le suivi de ses décisions. Assurant la représentation extérieure de l'Union, il en incamera aussi le visage.

☛ La fonction de Ministre des Affaires Etrangères de l'Union est créée. Le Ministre dépendra du Conseil comme de la Commission, dont il sera l'un des vice-présidents. Il aura en charge la conduite de la politique extérieure de l'Union.

☛ L'usage du vote à la majorité qualifiée est étendu afin de faciliter la prise de décision. La majorité qualifiée reposera sur un double seuil de 55% des Etats représentant 65% de la population européenne. La fiscalité, la politique sociale et la coopération en matière pénale restent cependant régis par l'unanimité en raison de

l'opposition britannique à tout changement vers le vote à la majorité qualifiée dans ces domaines.

☛ La Charte des Droits Fondamentaux adoptée à Nice en décembre 2000 est intégrée dans la Constitution. Le législateur européen y sera pleinement soumis.

La Constitution européenne doit désormais être ratifiée par voie parlementaire ou référendaire par chacun des Etats membres de l'Union. La ratification de chaque Etat est nécessaire pour qu'elle entre en vigueur.

P.Y.L.B.



clôture de la constitution 17/07/2003

La mondialisation en Afrique sur la sellette

La commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, mise en place par l'OIT (Organisation Internationale du Travail) en 2002, s'est réunie fin février à Genève.

Composée de 26 personnalités (des politiques, des économistes, des patrons, des syndicalistes et des représentants de la société civile), elle est actuellement dirigée conjointement par les chefs d'Etat de Finlande et de Tanzanie, Tarja Halonen et Benjamin Mkapa.

Dans son dernier rapport, la commission s'est inquiétée de l'impasse dans laquelle se trouve le débat sur la mondialisation. "Il s'agit de changer la voie actuellement suivie par la mondialisation. Nous estimons que celle-ci peut profiter à plus de personnes, que ses avantages doivent être mieux partagés entre les pays

et l'intérieur des pays."

Le chapitre sur l'Afrique est plus dur. "Il ne fait pas de doute que, en vingt ans de mondialisation, les choses se sont bien plus mal passées pour l'Afrique que pour les autres régions." La mondialisation est comparée à une recolonisation par certains participants africains, qui notent que celle-ci n'était pas souhaitée par l'Afrique mais lui a été imposée, et que pour les entreprises africaines la mondialisation est un combat inégal aboutissant à une mort certaine.

L'opinion générale est que l'Afrique ne peut se tenir à l'écart de ce processus. Toutefois, une liste d'aspects négatifs au schéma actuel de la mondialisation est mentionnée. D'abord les politiques agricoles et tarifs douaniers des pays riches, puis le sida, la pauvreté et les migrations.

Les Africains ont aussi souligné la frustration causée par l'attitude de certaines organisations internationales comme la Banque Mondiale et le FMI, décrites comme des institutions "arrogantes" qui ignorent la situation locale et imaginent que leurs solutions sont valables partout. Or, malgré leurs prévisions, la libéralisation des économies n'a pas été suivie de beaucoup d'investissements étrangers. Les Africains reconnaissent que leur régression économique a souvent aussi pour cause une gouvernance déficiente et une instabilité politique chronique. Comment mettre le continent sur "les rails de la mondialisation" ? Cherche remède désespérément...

Jean-Daniel Chaoui
BF, responsable du secteur
mondialisation-Droits de l'homme

Merci, François !

Le fameux discours du Président François Mitterrand, prononcé au cours du sommet France-Afrique en 1991 à La Baule, et qui conditionnait désormais l'aide au développement à l'instauration de la démocratie et à la bonne gouvernance dans les pays concernés, a résonné comme un hallali pour tous les régimes autoritaires africains.



Plus d'une décennie après La Baule, quel bilan pouvons nous tirer des avancées démocratiques sur le continent ? Les populations africaines jouissent-elles aujourd'hui des retombées d'une bonne gouvernance, dans un climat serein où toutes les libertés sont respectées ? Le tableau n'est certes pas brillant. La démocratie, ce n'est pas seulement des élections, mais des institutions qui fonctionnent, le respect strict de la Constitution où une place doit être réservée aux droits de l'homme, la bonne gouvernance... Le chemin pour y parvenir est encore long. Cependant, déjà pour certains pays, les retombées de la démocratie et de la bonne gouvernance qui caractérisent leurs régimes sont palpables, ne serait-ce que sur le plan macroéconomique. Je ne suis donc pas d'accord avec ces afro-pessimistes qui pensent que l'Afrique n'est

pas prête pour la démocratie, et que le retour à l'ordre ancien est préférable. L'histoire ne nous enseigne-t-elle pas que, même pour les vieilles nations, les conquêtes démocratiques ont été longues, semées d'embûches, de retournements inattendus et de troubles ? Il faut donc accepter cette logique.

Ce qui est certain, c'est que rien ne sera plus comme avant. Après les "pères de l'indépendance" nous avons eu les "pères de la Nation", race de dirigeants omnipotents aujourd'hui en voie de disparition. Ceux qui restent encore ont pris soin de se draper dans un manteau de démocratie. Mais combien de temps continueront-ils à leurrer leurs peuples et l'opinion internationale ? Roosevelt a dit : "on peut tromper une partie du peuple tout le temps, tout le peuple

une partie du temps, mais on ne peut jamais tromper tout le peuple tout le temps".

L'aspiration des peuples africains à plus de justice sociale, plus de liberté, plus de possibilités de participer (par l'intermédiaire de leurs représentants démocratiquement élus) à l'édification de la Nation, est irréversible. La communauté internationale ainsi que les organisations africaines y veillent. Un jour viendra où l'Afrique se souviendra du fameux discours de la Baule qui a été le point de départ pour une seconde libération (après l'ère des indépendances) et pourra alors dire : merci François.

Pierre Camara
Vice-Président de l'ADFE-Mali,
adhérent de la section FFE du Mali

Les débats sur la laïcité

Mariages gays, amélioration du PACS, réforme de la loi sur le divorce, laïcité, port du voile dans les lieux publics, attribution du nom de famille, bien des questions importantes pour la vie en société animent aujourd'hui débats et controverses. Le débat sur les modalités de mise en pratique de la laïcité dans la vie sociale s'est focalisé autour du port ostensible de signes religieux, notamment du voile, dans les établissements scolaires.

La Commission Stasi nommée par le président de la république a rendu un rapport au terme de semaines d'auditions et de discussions entre ses membres qui a plutôt opté pour une nouvelle législation dans ce domaine. La FFE avait mis en débat sur le forum, à l'initiative de Sophie Masson, adhérente à Constance, la question de laïcité qui s'est concentrée entre les " pour " et les " contre " une nouvelle loi sur la laïcité. Le vote organisé au sein du Conseil fédéral ayant eu pour résultat un nombre égal en faveur et contre la loi, la FFE ne pouvait pren-

dre une position collective. L'interdiction des signes religieux ostensibles à l'école a été votée le 15 mars, à la quasi-unanimité des députés. Mais la rédaction de son mode d'emploi par une circulaire administrative s'est révélée pleine d'écueils.

Force nous est de reconnaître que l'adoption d'une nouvelle législation, loin d'avoir résolu les problèmes, en a créé d'autres. Les organisations de chefs d'établissements scolaires sont plutôt d'avis favorable tandis que les enseignants sont réticents.

Le danger, souligné sur le forum FFE, de la stigmatisation d'une catégorie vulnérable de la population française est réel, de même que le risque existe d'anéantir les efforts réalisés avec succès par des médiateurs sur le terrain en face de situations conflictuelles. Le débat continue.

Dominique Aguessy
BF, responsable
du secteur " questions de société "

Parité à hauts risques

L'application de la loi sur la parité fait l'objet de débats au sein du Parti Socialiste, qui en a pourtant été le promoteur. Loin d'être vécue comme un moyen de faire avancer la démocratie et l'égalité au sein de la société, la parité continue à être perçue comme un problème à résoudre chaque fois que des élections se profilent à l'horizon. Les chiffres indiquant les résultats des élections prouvent que l'application de la loi sur la parité permet un progrès mécanique très net du nombre de femmes élues. Cette année, lors des élections cantonales, le nombre de femmes élues est resté proche des résultats habituels : 11% en moyenne. La légère progression s'explique par l'augmentation globale du nombre d'élus de gauche. Les régions qui n'avaient pas ou peu de têtes de listes départementales ont aussi moins de femmes dans leurs exécutifs. D'après les chiffres du ministère de l'intérieur, 75% des femmes élues étaient sortantes et 79% des hommes, ce qui confirme que la notabilité influence le vote des électeurs. Les résultats, pour les femmes, dépendent largement du mode de scrutin et de l'application ou non de la loi sur la parité.

Plutôt l'amende que la parité ?

Chaque année le parti socialiste voit ses subventions publiques amputées de 10%, suite au non respect de la loi sur la parité en 2002. La Commission Nationale aux Droits des Femmes invite toutes les fédérations à se montrer vigilantes en amont de constitutions de listes ou de désignations. Les Conseils des Femmes organisés par les fédérations apporteront leur appui à cette démarche. La FFE y participe par son Conseil fédéral. Elle doit s'impliquer dans ce débat, non seulement pour les élections qui la concernent directement, mais aussi pour faire en sorte que la parité devienne partie intégrante de l'exercice de la citoyenneté.

Dominique Aguessy

sit-in à Tananarive



Grèves et sit-in devant l'Ambassade de France se sont succédés fin mai pour contraindre l'AEFE à renoncer à une augmentation des frais de scolarité entre 38% et 60%, à cause de la dépréciation permanente de la monnaie malgache (100% depuis septembre 2003). Parents d'élèves et personnels demandent à l'Administration de prendre en compte le caractère exceptionnel de cette situation, et de proposer une solution acceptable pour tous, qui permette le maintien du pouvoir d'achat.

Belgique : la section fête ses 30 ans

La section de Belgique a trente ans ! Le 28 avril 2004, quelque 170 membres et invités de la section se réunissaient dans une brasserie bruxelloise très chaleureuse, au cœur d'Ixelles, pour fêter l'évènement. Une fête qui s'est d'ailleurs terminée, pour pas mal d'entre nous, vers minuit.



La consigne était d'être là dès 18h30, car Laurent Fabius, qui nous avait fait le plaisir d'accepter notre invitation, ne pouvait malheureusement pas assister à toute la soirée. Un exposé était prévu sur le thème que nous lui avons proposé : "Socialisme et social-démocratie face à la montée de l'extrême droite en Europe".

Après quelques mots de l'actuelle secrétaire de section et de son tout premier secrétaire il y a trente ans, Jean-François Petitbon, la parole revenait à nos deux invités principaux : Pierre Legros, belge, Président-Fondateur d'Avocats sans Frontières, et Laurent Fabius. Pierre Legros traita cette question sous l'angle des droits de l'Homme et rappela qu, depuis toujours, la défense de l'état de droit est notre meilleur rempart contre la montée de l'extrême droite.

Laurent Fabius traça notamment les axes d'une attitude militante pour les socialistes, partant de l'analyse de la stratégie et du mode d'action d'un parti populiste comme le Front National. Le FN trouve parfois un langage séduisant auprès d'une population fragilisée, car il est présent sur le terrain et sensible au besoin d'écoute

de personnes dont les points de repère sont brouillés.

Prendre le contre-pied du discours démagogique suppose un engagement militant de tout moment, articulé sur une connaissance sérieuse des enjeux économiques et sociaux, sur une capacité de démonter pièce par pièce les arguments des partis populistes.

Le 28 avril était J-51 pour les européennes... Si le succès des socialistes en France a été magistral le 13 juin, c'est l'abstentionnisme et le vote populiste qui marquaient des points dans de nombreux pays de l'Europe élargie.

La section de Belgique a prévu de prolonger, au cours du prochain semestre, sa réflexion et son action sur le thème lancé le jour de son anniversaire.

Catherine Dib

Munich : motion pour la fondation d'une école des adultes

Dans une époque d'instabilité économique cyclique comme la nôtre, les travailleurs sont de plus en plus souvent amenés à changer la fonction ou la branche de leur activité professionnelle. Lors d'un tel changement les travailleurs en question ne sont véritablement attractifs pour les entreprises que s'ils fournissent les preuves de leur compétence pour l'activité qu'ils souhaitent exercer.

La population active se voit donc souvent contrainte de se reformer. Considérant le recul de l'âge de la retraite, ce besoin se fera à l'avenir sentir de façon croissante. Or pour l'instant les structures privées ou publiques de formation continue ciblent trop souvent les catégories sociales privilégiées, sont mal reconnues par les entreprises ou bien tout simplement trop chères.

Face à cette situation l'Etat devrait se fixer comme mission de créer une véritable école des adultes, dont les emplois du temps et les structures de fonctionnement (cf usage de l'Internet) seraient adaptés au monde du travail et fourniraient des diplômes nationaux reconnus. Une école des adultes favoriserait une diminution des inégalités sociales. L'Etat fournirait ainsi aux citoyens de milieux modestes une nouvelle chance, financièrement abordable, de trouver un travail adapté à leurs objectifs ou capacités. Les entreprises, en particulier les PME, profiteraient aussi d'une telle institution. Elle leur permettrait de re-former leur personnel à des coûts modérés.

Ces mesures de formation continue devraient être accessibles aux Français de l'étranger :

- a) qui rentrent en France et ont besoin d'actualiser leurs connaissances afin de s'insérer plus facilement sur le marché du travail ;
- b) qui ont besoin sur place de suivre l'évolution du marché du travail. Ces mesures pourraient être organisées par le biais de Comités consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle, en coopération avec d'autres organismes locaux, là où c'est possible.

Pour toutes ces raisons il nous semble que le parti socialiste pourrait, après discussion avec les syndicats ou d'autres partenaires sociaux, mettre au point le projet d'une école des adultes : un projet fort, associé dans l'esprit des électeurs au parti socialiste, et considéré comme la suite logique du projet sur les 35 heures.

Motion adoptée à l'unanimité par la section de Munich (extraits).

Journal de la Fédération des Français à l'Étranger du Parti Socialiste

10 rue de Soldérino
75333 Paris Cedex 07
tél : 01 45 55 77 82
fax : 01 45 55 77 85

directeur de la publication :
Pierre-Yves Le Borgn'
responsable de la rédaction :
Aude Yung

courriel : ffe@ffe-ps.org
<http://www.ffe-ps.org>